CONSEIL MUNICIPAL
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 JUIN 2024

Ordre du jour :

Objets soumis à débat ou délibération

- Travaux à la salle des fêtes – Avenants Lot 5, Lot 7
- Travaux à la salle des fêtes – Pénalités sur marché
- Travaux à la salle des fêtes – Actualisation / révision de prix
- Location salle des fêtes – Mise en place d’astreintes
- Achat de Mobilier pour la salle des fêtes
- Huisseries École/Mairie – Choix des artisans
- Achat d’un véhicule pour les agents techniques
- Subvention Fonds Vert – Remplacement bornes vétustes au Presbytère
- Avenant au contrat d’assurance Dommages aux biens
- Transport scolaire 2024- 2025
- Retrait d’une délibération – Police publicité extérieure
- Poste adjoint administratif – Diminution du nombre d’heures
- Droit de préemption – Parcelles B1057 et B1059
- Inondations rue des Aubépines

Informations et questions diverses

- Point CME
- Point ALSH 3-6 ans
- Caravane du sport – organisation
- Bureau de vote du 30 juin 2024 – Élections législatives
- Date repas des aînés
- Divers

Convocations adressées le 24 juin 2024

L’an deux mil vingt-quatre, le vingt-huit juin à vingt heures, les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur DEULOFEU Jean-Louis, Maire.

Étaient présents : MM. DEULOFEU – RENIER – RAIMBAULT – BLAIN – DALIGAULT – LOLLIER – VERON – Mmes POIRIER – SALINGRE – CHACUN

Absents excusés : Mmes BESNIER – LEROUX – PRINCE – M. BEAUSSIER

Secrétaire de séance : M. LOLLIER

Le Procès Verbal de la réunion du 24 mai 2024 n’ayant fait l’objet d’aucune remarque, ce dernier est adopté à l’unanimité.

M. Reynald Lollier est nommé secrétaire de séance.

OBJETS SOUMIS À DÉBAT OU DÉLIBÉRATION

Travaux de la salle des fêtes – Avenant 1 Lot 5 et Lot 7

2 avenants en moins value :

- pour le lot 5 – Menuiseries extérieures aluminium – Métallerie – entreprise LVR pour 150 € HT soit 180 € TTC
- pour le lot 7 – Plaquisterie – Isolation – Faux plafonds – entreprise Brel pour 1 195 € HT soit 1 434 € TTC

sont présentés au Conseil Municipal et validés à l’unanimité par ce dernier.

Pénalités sur le marché Rénovation et Extension de la salle des fêtes

Les entreprises ayant signé le marché de la salle des fêtes et n'ayant pas respecté les engagements de présence aux rendez-vous de chantier et ayant cumulé des retards dans l'exécution de leurs travaux ; le Maire propose au Conseil Municipal d'appliquer aux différentes entreprises, un total de pénalités s'élevant à 16 150 € dont le détail par entreprise est exposé ci-dessous :

Lot 2 – BTEM – Terrassement – Gros œuvre...

Absence Réunion : 25 jours x 100 € = 2 500 €

Lot 4 – Paumard – Couverture – Bardage métallique

Absence Réunion : 12 jours x 100 € = 1 200 €

Retard : 45 jours x 150 € = 6 750 €

TOTAL Paumard 7 950 €

Lot 5 – LVR – Menuiseries extérieures – Métallerie

Absence Réunion : 11 jours x 100 € = 1 100 €

Retard : 12 jours x 150 € = 1 800 €

TOTAL LVR 2 900 €

Lot 7 – Brel – Plaquisterie

Absence Réunion : 17 jours x 100 € = 1 700 €

Lot 8 – Brel – Carrelage

Absence Réunion : 11 jours x 100 € = 1 100 €

Le Conseil Municipal, après délibération, valide cette proposition à l'unanimité.

Travaux à la salle des fêtes – Actualisation / révision de prix

Entreprise Heude Bâtiment – Lot 6

Le retard des entreprises des lots 2, 4 et 7 ayant entraîné un décalage dans l'exécution des travaux du lot 6 – menuiseries intérieures et parquet – détenu par l'entreprise Heude Bâtiment ; celle-ci demande à faire jouer la clause d'actualisation des prix prévue au CCAP – article 3.5.4.

Cette actualisation des prix représente une somme de 5 311,60 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide cette demande d'actualisation des prix.

Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre représentée par RLA, BECB et DBA demande une révision des prix soit un total de 2 870 € HT.

Face à cette demande, le Conseil Municipal fait remarquer de façon unanime que le retard d'exécution de ce chantier, par rapport à l'acte d'engagement, n'est absolument pas de son ressort et qu'en conséquence, il refuse à l'unanimité de prendre en charge cette révision des prix demandée par la maîtrise d'œuvre.

Le Maire tient à faire remarquer que la commune a également été largement impactée par ce retard puisque la cantine scolaire s'est tenue pendant plus de 2 ans dans le local prévu pour la garderie et l'accueil de loisirs sans hébergement.

Location salle des fêtes – Mise en place d'astreintes

Les employés communaux de la filière technique – Anthony Pouteau et Gwen Sorin – ayant accepté le principe d'être d'astreinte les week-ends lorsque la salle des fêtes est louée ; le Maire propose au Conseil Municipal de saisir le Comité Social Territorial (CST) pour avis.

Cette astreinte serait une astreinte d'exploitation pour le week-end qui s'entend du vendredi soir au lundi matin et donnerait lieu à une indemnité forfaitaire de 116,20 € et toute heure d'intervention effective serait rétribuée à hauteur de 22 €.

Le Conseil Municipal valide cette proposition pour qu'une délibération puisse être prise après avis du CST.

Achat de Mobilier pour la Salle des fêtes

Après consultation de plusieurs fournisseurs, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, valide un devis concernant l'achat de chaises et tables pour équiper la salle des fêtes en complément du mobilier existant.

A savoir, 50 tables, 192 chaises, des chariots pour stockage des chaises et tables, 4 vestiaires porte cintres et 4 lots de 50 cintres antivol pour un total de 12 377,48 € HT.

Ce matériel sera fourni par l'entreprise FAP Collectivités.

Huisseries Ecole-Mairie

Concernant les travaux de remplacement des Huisseries extérieures sur l'école et la mairie, le maître d'œuvre a envoyé son rapport qui fait apparaître les artisans à retenir.

A savoir :

- l'entreprise Rossignol pour la réalisation et la pose des huisseries telles que définies précédemment
- l'entreprise Monceau pour reprise des embrasures.

Concernant l'entreprise Rossignol, il s'agit de choisir soit une réalisation bois ou aluminium.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide les devis suivants :

- Entreprise SAS Jeremy Rossignol – variante aluminium – montant HT 74 791,82 €
- SARL Christine Monceau – montant HT 2 252,67 €
- SAS Atelier CRH – maîtrise d'œuvre – évaluée à 4 905,97 € HT
- Socotec – missions SPS et Contrôle techniques – 1 871,00 € HT

Cette opération représente une dépense totale pour la commune de 83 821,46 € HT soit, en comprenant la TVA, une somme de 100 585,75 € TTC.

A noter que cette opération a bénéficié d'une dotation d'État DETR de 22 365,23 €.

Achat d'un véhicule pour les agents techniques

Un particulier ayant proposé à la commune de faire l'acquisition d'un véhicule type Bipper Peugeot totalisant 200 000 km (pneus neufs, courroie de distribution refaite, radiateur et batterie neufs – factures à l'appui) au prix de 4 800 € ; le Conseil Municipal valide à l'unanimité cette proposition.

Ce véhicule viendra remplacer celui qui est le plus ancien.

Pour parfaire l'équipement de ce Bipper le Conseil Municipal valide également un devis de 569,40 € TTC concernant un aménagement pour tracter une remorque.

Subvention Fonds Vert – Remplacement bornes vétustes au Presbytère

Dans le cadre des travaux d'éclairage public à réaliser (2^e tranche) au parking du presbytère et confiés à Territoire d'Énergie Mayenne ; les services de l'État dans le cadre des Fonds Verts viennent d'attribuer une subvention globale de 304 618,65 € concernant 57 communes de la Mayenne.

La Brûlatte étant comprise dans cette enveloppe ; les Fonds Verts représentent 15 % de la part qui restait à charge pour la commune soit 1 113 €.

En conséquence, la somme définitive qui restera à charge de la Commune pour cette opération s'élève à 4 557 € HT.

La délibération suivante est donc prise :

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'estimation sommaire du projet d'éclairage public relative au dossier cité en référence.

Il précise qu'à ce niveau d'instruction du dossier les montants mentionnés ci-dessous sont communiqués à titre indicatif. Les éléments détaillés seront transmis ultérieurement après une étude approfondie de l'opération.

Territoire d'énergie Mayenne propose à la Commune de réaliser ces travaux aux conditions financières suivantes :

Rénovation de l'éclairage public

Estimation € HT des travaux de rénovation (a)	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne (b)	Maîtrise d'œuvre (6%) (c)	Assiette éligible au fond vert (d)	Participation Fonds vert ⁽¹⁾ (e)	Reste à charge de la commune (= a - b + c - e)
7 000	1 750	420	7 420	1 113	4 557

⁽¹⁾ L'état dans le cadre du dispositif France nation verte (Fond vert) finance jusqu'à 15% du montant total (Assiette éligible = Estimation de travaux + Maîtrise d'œuvre) dans la limite du montant fixé par l'arrêté du 23 mai 2024 soit 1113 €. Le solde (colonne a - colonne b + colonne c - colonne e) constitue la participation à charge de la Commune.

Territoire d'énergie Mayenne finance cette opération à hauteur de 25 % du montant HT, selon les modalités définies par son Comité Syndical. Il est rappelé que cette estimation reste conditionnée au choix des fournitures opéré par la Commune.

Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) ainsi que les CEE seront récupérés par Territoire d'énergie Mayenne.

Conformément aux dispositions arrêtées par le comité syndical le 07/12/2011, une contribution de 50 % des sommes dues sera demandée au moment de la commande des travaux à l'entreprise réalisatrice.

Le solde des participations sera ajusté au coût réel des travaux à la clôture de l'opération suite à la réception des travaux. Le versement de celle-ci interviendra à réception du titre émis par Territoire d'énergie Mayenne.

Ces explications entendues et après délibération,

Le conseil municipal décide :

- d'approuver le projet et de contribuer aux financements proposés par Territoire d'énergie Mayenne selon le choix arrêté ci-dessous :

<u>Application du régime dérogatoire :</u>			
	A l'issue des travaux, acquittement en capital, des travaux d'éclairage public sous forme de Fonds de concours d'un montant de :	4 557 €	Imputation budgétaire en section dépense d'investissement au compte 204182

- d'inscrire à son budget les dépenses afférentes dans la section correspondant à son choix.

Avenant au Contrat d'Assurance Dommage aux biens

Lecture est donnée d'une lettre émanant de Groupama, société d'assurance assurant tous les biens de la Commune, qui fait état du fait de l'aggravation des sinistres – événements climatiques, incendie de bâtiments, destruction de bâtiments lors de manifestations... – d'un renchérissement des coûts.

En conséquence, le taux actuel passera de 0,56 € TTC le m² au taux de 0,89 € TTC le m² à partir du 1^{er} janvier 2025 ; la franchise générale sera portée à 2 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide cette proposition et autorise le Maire à signer cet avenant.

Transport scolaire 2024-2025

Le Conseil Municipal valide le devis RGO concernant le service de transport scolaire dans le cadre du RPI La Brûlatte La Gravelle à compter du 2 septembre 2024 pour l'année scolaire 2024-2025.

Ce devis fait apparaître une dépense par journée scolaire de 101,57 € HT.

Retrait d'une délibération

Dans le cadre de la police concernant la publicité extérieure ; la préfecture a fait parvenir une lettre demandant au Conseil Municipal de retirer la délibération 24-05-07 prise le 24 mai 2024 relative au transfert de la compétence police de la publicité.

En effet, concernant un pouvoir de police qui n'appartient qu'au Maire, le Conseil Municipal n'était pas compétent pour statuer sur cette affaire.

En conséquence, le Conseil Municipal accepte de retirer cette délibération que ce dernier avait prise le 24 mai 2024.

Poste d'adjoint administratif – Diminution du nombre d'heures

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8

Vu le budget,

Vu le départ à la retraite d'une secrétaire de mairie au grade d'adjoint administratif principal de 1^{re} classe

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 7/06/2024

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ à la retraite d'un agent administratif et de la diminution de l'accueil physique en mairie dû à la dématérialisation des documents, il convient de supprimer et créer l'emploi correspondant.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, de supprimer et de créer un emploi.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi de Secrétaire de Mairie à temps non complet à raison de 21h au grade d'adjoint administratif principal de 1^{re} classe, et

La création d'un emploi d'agent administratif à temps non complet à raison de 17,5h hebdomadaires soit 17,5/35^e à compter du 1^{er} octobre 2024, pour assurer les missions principales d'accueil, d'État civil, Urbanisme, Élections...

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire titulaire des grades :

- adjoint administratif
- adjoint administratif principal de 2^e classe
- adjoint administratif principal de 1^{re} classe

relevant de la catégorie hiérarchique C.

Par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 alinéa 3 du Code Général de la Fonction publique.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité ces propositions, ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Monsieur le maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

Droit de préemption – Parcelles B1057 et B1059

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal renonce à exercer son droit de préemption concernant les parcelles B1057 et B1059 situées en zone Ub.

Inondations rue des Aubépines

Un devis présenté par l'entreprise Coquelin concernant des travaux d'aménagement hydraulique à hauteur de 5 831,93 € HT est validé par le Conseil Municipal sous réserve qu'il ait l'accord des techniciens du JAVO chargés de la prévention des inondations.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Point sur le CME – Conseil Municipal des Enfants

Le Maire demande aux Conseillers Municipaux s'ils sont prêts à renouveler l'expérience de l'animation d'un Conseil Municipal d'Enfants. Les animateurs de cette année ont trouvé que le fonctionnement du CME leur avait demandé beaucoup d'investissement. Peut-être était-ce dû en partie à la strate d'âge des enfants composant le CME...

Néanmoins, et après avoir mûrement réfléchi, l'équipe de cette année est prête à renouveler cette expérience et fait appel aux bonnes volontés qui souhaiteraient s'associer au projet.

Le nouveau CME serait élu pour une période de 2 ans – octobre 2024 à septembre 2026 – et la tranche d'âge sélectionnée pour être candidat irait de 10 à 14 ans inclus.

Les dates d'inscription et d'élection se dérouleraient comme l'année précédente.

Point ALSH – 3-10 ans

La parole est donnée à Mme Salingre et M. Véron, représentants de la commune au Conseil d'administration de l'association Ça Coule de Source. Ces derniers font le compte-rendu de la dernière réunion du CA du 19 juin 2024.

Il en ressort que le CA a proposé d'accueillir tous les enfants de 3-10 ans sur les Communes de Port-Brillet et La Brûlatte le mercredi ; les parents choisissant en début d'année quel site ils souhaitent pour leur enfant. Le fonctionnement se fera ainsi de janvier à juin 2025 ; et un bilan sera dressé en mars 2025 par le CA.

Caravane du sport

La date du 30 août 2024 a bien été retenue. La Caravane du sport fera donc étape dans la commune, l'animation sportive diversifiée sera assurée pour la journée par le Comité sportif départemental.

Les horaires sont les suivants :

- 10h-12h30 : animation sur le city stade réservée au centre de loisirs avec l'association Ça Coule de Source

- 13h30-16h30 : animation ouverte à tous les enfants de la commune.

Un goûter, offert par la Municipalité, clôturera cette manifestation.

A partir de 18h : Color Run ouverte aux enfants et organisée par le CME. Un trajet partant du city en direction des lotissements et du centre bourg avec un point d'arrivée au plan d'eau sera fléché.

Il y aura possibilité de pique niquer dans la convivialité pour terminer cette journée festive.

Bureau de vote du 30 juin 2024

Il est établi de la façon suivante :

Composition du bureau de vote (les membres du bureau de vote doivent être présents à l'ouverture et à la fermeture du scrutin)

	30/06/24
Président	DEULOFEU Jean Louis
Suppléant	RAIMBAULT Christian
Secrétaire	POIRIER Nicole

Permanences (de 8h à 18h) (le Président ou son suppléant et deux assesseurs doivent être présents en permanence)

	30/06/24
8h-10h00	POIRIER NICOLE BLAIN PATRICK
10h00-12h00	VERON SEBASTIEN BEAUSSIER EMMANUEL
12h00-14h00	RAIMBAULT CHRISTIAN PRINCE DORINE
14h00-16h00	SALINGRE VALERIE RENIER LEON
16h00-18h00	POIRIER NICOLE LEROUX MADELEINE

Date Repas des aînés

Le repas des aînés sera servi à la salle des fêtes et la date du Dimanche 3 novembre 2024 est retenue.

Divers

Visite Sécurité Salle des fêtes

La visite de sécurité concernant les travaux achevés de la salle des fêtes s'est déroulée le lundi 24 juin 2024 à 9h30 en présence des autorités concernées.

Le rapport de visite a émis un avis unanime favorable à l'exploitation de la salle des fêtes. Un arrêté va être pris dans ce sens.

Vente lotissement de La Chênaie

Le lot n°6 a fait l'objet d'une vente chez Maître Mathilde Cormier le 25 juin 2024 pour un total de 33 721,25 €.

Courrier

Un courrier émanant d'une habitante de la rue des Mésanges faisant état de sa préoccupation quant à l'entretien du bassin de rétention dans le lotissement du Bosquet est lu.

Le maire précise qu'un curage de ce bassin est prévu pour septembre 2024.

Distributeur de baguettes

Depuis plusieurs semaines, ce distributeur n'est plus achalandé par le boulanger. Sébastien Véron est chargé de demander au boulanger de Port-Brillet quelle suite il compte donner à cette affaire.

Courrier de Saint-Pierre-la-Cour

Un courrier en date du 18 juin 2024 sollicite de la commune de La Brûlatte le principe de la participation financière d'un élève domicilié à La Brûlatte qui fréquente l'école primaire publique Jules Ferry de Saint-Pierre-la-Cour.

Cet élève ayant commencé sa scolarité à Saint-Pierre-la-Cour se trouve dans une situation familiale particulièrement délicate.

Compte tenu de ces faits et à titre tout à fait dérogatoire, le Conseil Municipal émet un avis favorable à la demande formulée par la mairie de Saint-Pierre-la-Cour.

Prochaine date

13 septembre 2024 – Conseil Municipal à 20h en Mairie

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23H00

Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
M. DEULOFEU		Mme CHACUN		Mme LEROUX	Excusée
M. RENIER		Mme SALINGRE		Mme PRINCE	Excusée
M. RAIMBAULT		Mme BESNIER	Excusée	M. BEAUSSIER	Excusé
M. BLAIN		M. LOLLIER	Secrétaire	Mme POIRIER	
M. DALIGAULT		M. VERON			